

Print

Le gouvernement Syriza soutient la « guerre contre le terrorisme » pour détourner l'opposition à l'austérité

De [Kumaran Ira](#)

Global Research, mai 11, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-gouvernement-syriza-soutient-la-guerre-contre-le-terrorisme-pour-detourner-lopposition-a-lausterite/5448740>



Le gouvernement grec dirigé par Syriza approuve la « guerre » des Etats-Unis « contre le terrorisme » et fait la promotion du militarisme afin de détourner l'opposition sociale montante à sa politique d'austérité radicale.

Lors d'une conférence sur la défense et la sécurité organisée par la Chambre de Commerce gréco-américaine à Athènes mardi dernier, le ministre de la Défense (Syriza) et le chef du parti d'extrême droite Grecs indépendants (ANEL), Panos Kammenos, ont déclaré que la Grèce permettrait à l'OTAN d'utiliser ses bases militaires pour ses guerres au Moyen-

Orient.

Kammenos a dit, « La Grèce est prête à prendre cette initiative dans le secteur sud de l'OTAN. » Il a ajouté que la Grèce permettrait l'utilisation de ses « installations, [ses] forces armées et grandes bases dans la région de la Mer Égée méridionale, afin d'aider les forces de l'alliance dans la guerre contre le terrorisme. »

Les commentaires de Kammenos mettent en évidence le caractère réactionnaire du gouvernement dirigé par Syriza. Depuis son arrivée au pouvoir en janvier, après avoir fait campagne sur la promesse d'une fin à l'austérité, il a répudié ses engagements et intensifié les mesures d'austérité draconiennes exigées par la troïka – l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI).

A présent, la politique d'austérité de Syriza s'accompagne d'un soutien aux guerres réactionnaires des États-Unis et de leurs alliés européens au Moyen-Orient.

Commentant la déclaration de soutien de Kammenos aux guerres des États-Unis et de l'OTAN, le quotidien grec *Kathimerini* écrit: « Étant donné que les positions du Premier ministre, Alexis Tsipras, et du ministre des Affaires étrangères, Nikos Kotzias, sont nettement différentes de celles affichées par Kammenos hier, des sources gouvernementales ont exprimé leur préoccupation sur les commentaires du ministre de la Défense. Des sources diplomatiques semblaient inquiètes de ce que des questions d'importance stratégique aient été abordées lors d'une conférence. »

En fait, les divergences au sein du gouvernement de coalition Syriza-Anel sur l'escalade des guerres impérialistes au Moyen-Orient sont de nature purement tactique. Elles tournent autour de la rapidité et du degré d'ouverture avec lesquels on peut adopter une attitude pro-guerre. Syriza tout comme Anel s'est engagé à soutenir les guerres menées par les États-Unis et plus généralement les intérêts géostratégiques des puissances impérialistes de l'OTAN.

Peu de temps après sa prise de fonction, Tsipras avait clairement exprimé son soutien à la politique étrangère de l'OTAN en refusant d'opposer son veto aux sanctions financières de l'UE contre la Russie dans le cadre du conflit ukrainien. Syriza a au contraire voté en faveur d'une aggravation des sanctions de l'UE contre la Russie au moment où les États-Unis et l'OTAN menaçaient Moscou d'une guerre. Le soutien de Tsipras aux provocations anti-russes de l'OTAN

était d'une pièce avec son large soutien de la politique étrangère des grandes puissances impérialistes.

Avant la campagne électorale, lors de ses réunions avec les responsables des principaux pays impérialistes, Tsipras a maintes fois clairement dit que Syriza ne mettrait pas en péril la politique de l'OTAN s'il était élu.

Durant sa visite à Washington en 2013 pour des réunions au groupe de réflexion de l'Institut Brookings, le *New York Times* avait publié un article intitulé: « Seul SYRIZA peut sauver la Grèce. » L'article, signé par le futur ministre grec des Finances Yanis Varoufakis, promettait la loyauté de Syriza à l'OTAN et à l'impérialisme américain. Si Syriza arrivait au pouvoir, disait-il, « rien de vital ne changera pour les États-Unis. Syriza n'a pas l'intention de quitter l'OTAN ou de fermer les bases militaires américaines. »

Le *Times* avait également loué la proposition de Syriza de restructurer la dette grecque comme une bonne chose pour les créanciers de la Grèce et avait écrit: « Les banques et les fonds spéculatifs savent que la grande partie de la dette grecque est détenue par des contribuables européens et par la Banque centrale européenne, et ce qui reste est en train d'être raflé par des investisseurs parce qu'ils savent qu'elle sera payée. »

La victoire électorale de Syriza a exposé son programme réactionnaire de parti d'austérité et de guerre. Alors qu'il prépare des mesures impopulaires, y compris de nouvelles réductions des salaires, des retraites et des dépenses sociales et la privatisation des sociétés d'État, Syriza envisage d'utiliser la force militaire et de soutenir les guerres impérialistes afin de faire dévier les tensions sociales de plus en plus fortes et de les mener dans une voie réactionnaire.

Le gouvernement dirigé par Syriza signale qu'il prend une attitude militaire plus agressive au moment où il planifie les mesures d'austérité radicales exigées par la troïka.

Afin d'obtenir un nouveau prêt de 7,2 milliards d'euros de la troïka, Syriza se prépare à définir des coupes sociales détaillées, y compris dans les retraites et les soins de santé, et des réformes structurelles. Ces réformes comprennent des changements réactionnaires à la législation du travail, des licenciements dans le secteur public et la privatisation d'entreprises publiques.

Le Vice-Premier ministre grec, Yannis Dragasakis, qui supervise la politique économique du gouvernement Syriza, a déclaré qu'il était optimiste par rapport aux négociations avec la troïka et qu'il espérait conclure un accord avec elle à la réunion des ministres des Finances de la zone euro aujourd'hui.

Il a dit au journal britannique *Guardian*: « J'espère que ce lundi il y aura un signe de progrès et [ils disent] qu'un accord est en vue. Les pourparlers, jusqu'ici, ont montré qu'il existe un terrain commun sur les changements et les mesures politiques et, par conséquent, je crois qu'un accord est possible et dans l'intérêt de tout le monde. »

Mercredi dernier, Tsipras a discuté, au cours d'une conversation téléphonique, des mesures de réforme des retraites et du travail avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Selon leur déclaration commune, « Ils ont pris acte des progrès réalisés ces derniers jours entre la Grèce et ses partenaires sur la question de l'ensemble détaillé de réformes pour que l'évaluation s'accomplisse avec succès. »

Alors que la pression augmente pour que la Grèce fasse davantage d'économies et rembourse ses créanciers, la presse financière a rapporté que le gouvernement Syriza remboursait déjà ses emprunts en augmentant les impôts et en réduisant les dépenses sociales. Syriza se révèle donc être pour les élites financières un outil pratique pour appauvrir la classe ouvrière et piller la Grèce.

Récemment, le gouvernement a ordonné à des institutions d'Etat, y compris les fonds de pension, les municipalités, les hôpitaux et les universités, de remettre leurs réserves de

trésorerie à la banque centrale pour payer l'UE. Mercredi dernier, le gouvernement a payé au FMI 200 millions d'euros et il se prépare à payer 700 millions d'euros le 12 mai.

La Grèce doit trouver plus de 10 milliards d'euros pour ses créanciers avant la fin d'août, selon BNP Paribas.

Le 6 mai, le *Financial Times* a écrit, « en dépit de nombreuses prédictions que le pays aurait déjà dû faire faillite, le gouvernement Syriza a réussi à amasser suffisamment de fonds pour payer ses créanciers... Non seulement les recettes fiscales ont rampé jusqu'au niveau où elles étaient l'année dernière (et les estimations d'avant la crise) pour le premier trimestre de l'année, mais les dépenses ont été sabrées au point où le gouvernement a pu verser 1,5 milliard d'euros de moins que prévu. »

Sans aucun débat public, Syriza trouve l'argent pour payer ses créanciers en privant systématiquement de finances l'infrastructure sociale essentielle. Le *Financial Times* a expliqué que « les dépenses de santé en particulier, ont pris un coup. Un poste pour 'la couverture du déficit de l'hôpital,' par exemple, a vu seulement 43 millions d'euros dépensés jusqu'à présent, alors qu'il finira par coûter au gouvernement 1,1 milliard d'euros cette année. Les dépenses d'investissement qui ont un budget de 6,4 milliards d'euros ont vu seulement 542 millions d'euros déboursés. »

Kumaran Ira

Article original, [WSWS](#), publié le 9 mai 2015

Copyright © 2015 Global Research